

La dimension cognitive de la culture politique : les Français et la connaissance du système politique

Pascal Perrineau

▶ **To cite this version:**

Pascal Perrineau. La dimension cognitive de la culture politique : les Français et la connaissance du système politique. Revue Française de Science Politique, 1985, 35 (1), pp.72-90. hal-01009284v1

HAL Id: hal-01009284

https://sciencespo.hal.science/hal-01009284v1

Submitted on 17 Jun 2014 (v1), last revised 13 Sep 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Persee

Monsieur Pascal Perrineau

La dimension cognitive de la culture politique. Les Français et la connaissance du système politique

In: Revue française de science politique, 35e année, n°1, 1985. pp. 72-90.

Résumé
politique est bien liée à un ensemble de conditions sociales (niveau culturel, niveau social, position occupée dans la division du travail). Cependant, la connaissance politique ne peut être seulement comprise à partir de ses conditions sociales de production. En fonction de la distance temporelle, géographique, socio-professionnelle ou idéologique existant entre l'individu et l'objet politique à connaître, le niveau de connaissance politique peut varier sensiblement quelle que soit la place de l'individu dans la structure sociale.

Abstract
In political science, the cognitive element of political culture is most often ignored, even though it is at the basis of the judgments and political sentiments which contribute to the evaluative and affective dimensions of political culture. Starting with public opinion survey data, a tentative record of French political knowledge and an identification of the factors of knowledge and ignorance of political objects are presented. Political knowledge is indeed linked to a set of social conditions (cultural level, social level, position held in the division of labor). However, political knowledge cannot be understood only on the basis of the social conditions of ils production. According to the distance between the individual and the political object, the level of political knowledge can vary substantially, regardless of the individual's place in the social structure.

Citer ce document / Cite this document :

Perrineau Pascal. La dimension cognitive de la culture politique. Les Français et la connaissance du système politique. In: Revue française de science politique, 35e année, n°1, 1985. pp. 72-90.

doi : 10.3406/rfsp.1985.396177

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1985_num_35_1_396177

BY: creative commons

LA DIMENSION COGNITIVE DE LA CULTURE POLITIQUE

Les Français et la connaissance du système politique

PASCAL PERRINEAU

Persée creative commons

DANS leur ouvrage classique, *The civic culture*[1], Gabriel Almond et Sydney Verba définissent la culture politique comme étant un ensemble de connaissances, de sentiments et de jugements vis-à-vis d'objets politiques. De ces trois dimensions, cognitive, affective et évaluative, chercheurs et instituts de sondages ne retiennent traditionnellement que les deux dernières. Les sentiments et les jugements des citoyens relatifs aux hommes politiques, aux partis, aux politiques publiques, sont abondamment étudiés et fréquemment mesurés. En revanche, le niveau de connaissance des hommes, des forces et des institutions politiques, est largement ignoré.

Au-delà de l'intérêt qui consiste à défricher un terrain à peu près inexploré par les politologues, une étude de la dimension cognitive de la culture politique mérite d'être engagée pour deux raisons. D'une part, c'est une dimension importante de la culture politique dans la mesure où la culture politique cognitive fournit, d'une certaine manière, la matière première des jugements et des sentiments politiques qui constituent la culture politique évaluative et affective. La capacité d'apprécier et de juger le système politique

1. Almond (G.A.), Verba (S.), *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations,* Princeton, Princeton University Press, 1963.

suppose, en effet, une connaissance plus ou moins étendue de celui-ci. Cependant, évaluations et affects peuvent s'exprimer même dans un contexte où la connaissance du système politique est très faible et diffuse [1]. D'autre part, l'étude de la dimension cognitive de la culture politique permet de mesurer le degré de familiarité des citoyens avec le système politique. Le niveau plus ou moins élevé de cette familiarité constitue une mesure du degré d'aliénation et même d'exclusion des citoyens par rapport à leur système politique. Aliénation et exclusion qui mettent à jour la distance séparant la réalité culturelle des démocraties occidentales des objectifs des théoriciens du siècle des Lumières, pour lesquels instruction et connaissance sont les corollaires de la démocratie [2].

Malgré ce double intérêt à cerner la culture politique des citoyens des démocraties occidentales, celle-ci reste un continent ignoré. Ignoré car difficile à connaître. En effet, chercheurs et instituts de sondages répugnent à poser des questions cognitives dans la mesure où elles relèvent plus de l'examen ou de l'interrogatoire que du traditionnel questionnaire d'enquête. Ainsi dans les enquêtes d'opinion privilégie-t-on la dimension évaluative et affective de la culture politique. La connaissance de ce sur quoi l'interviewé est interrogé est postulée implicitement ou explicitement [3]. Néanmoins, même dans les réponses aux questions purement évaluatives, le niveau de connaissance des personnes interrogées peut être mesuré indirectement au travers des

1. Connaissance du système politique et expression d'opinions sur celui-ci ne vont pas toujours de pair. La méconnaissance politique n'empêche pas les citoyens « ignorants » d'avoir des positions sur les problèmes de politique générale. Le mélange de l'ignorance et de la volonté d'expression peut même caractériser certaines cultures politiques comme celle du Mexique où, selon G.A. Almond et S. Verba, la culture politique du pays « recèle une forte composante d'aspiration. C'est-à-dire une tendance à vouloir exprimer des opinions – en même temps qu'une pauvreté d'information » (p. 99).

2. Condorcet, qui, à bien des égards, est une sorte de vivant résumé du siècle des Lumières, préconisera non seulement la gratuité, la laïcité et l'égalité des sexes vis-à-vis de l'instruction, mais aussi la formation continue afin d'instruire le peuple des lois nouvelles et d'entretenir sa formation civique. Pour nombre de théoriciens du siècle des Lumières, démocratie et culture cognitive doivent se développer parallèlement.

3. Exemples de questions évaluatives où la connaissance est explicitement postulée : « *Vous savez que M. Giscard d'Estaing a pris position en faveur de l'autodétermination du peuple palestinien, de la participation de l'OLP aux négociations et de la garantie de frontières sûres et reconnues pour Israël. Vous même, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec cette prise de position ?* » (SOFRES-Journaux de province, mars 1980). « *Vous savez qu'actuellement au Portugal il y a, en gros, six tendances. Pouvez-vous me dire pour laquelle de ces tendances vous avez personnellement le plus de sympathie ?* » Suit l'énumération des six tendances (SOFRES-Journaux de province, février 1975).

« sans réponse ». Si l'on estime que la plupart des individus ne connaissant pas la situation sur laquelle on les interroge se réfugie dans les « sans opinion », une étude du niveau des « sans opinion » peut être utilisée pour rendre compte indirectement du niveau de connaissances politiques. Cependant, de temps à autre, de véritables questions cognitives sont posées aux citoyens. Ce sont celles-ci que nous allons privilégier pour notre étude de la culture politique cognitive des Français[1]. C'est à partir des réponses aux questions cognitives posées dans une série non exhaustive de sondages français des vingt dernières années qu'on tentera d'établir un bilan du niveau de connaissance des Français vis-à-vis des différentes catégories d'objets politiques (les rôles politiques, les structures politiques et les événements politiques). Etablir un bilan de la culture politique cognitive des citoyens français, c'est aussi tenter de dégager les facteurs de la connaissance et de la méconnaissance des objets politiques. Une telle sociologie de la compétence politique (dans sa dimension cognitive) a été entreprise dans le cas français et a dégagé un ensemble de facteurs sociaux de la connaissance politique[2] : le niveau culturel, le niveau social et la position occupée dans la division du travail. La connaissance politique augmenterait essentiellement avec la position dans la hiérarchie sociale, le niveau culturel et une position favorable dans la division du travail (sexe masculin, classes d'âge économiquement actives). Cette sociologie mérite d'être prolongée, actualisée et éventuellement amendée au regard d'une analyse systématique des données cognitives recueillies par les instituts de sondages. Les questions de ces instituts, relatives à la connaissance du politique, couvrent trois domaines : la connaissance des rôles politiques, celle des structures politiques et, enfin, celle des événements politiques.

LA CONNAISSANCE DES RÔLES

Les questions relatives aux rôles politiques portent sur la connaissance des détenteurs des rôles institutionnels (maire, conseiller général,

1. Exemples de questions cognitives : « *Avez-vous entendu parler de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord, c'est-à-dire l'OTAN ?* » (IFOP, juillet 1963). « *Savez-vous qui est actuellement le conseiller général de votre canton ?* » (SOFRES, février 1979).

2. Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique,* Paris, Le Seuil, 1978.

député, présidents des assemblées, membres du gouvernement) et sur celle des détenteurs des rôles politiques stricto sensu (chefs de parti, candidats à des élections, hommes politiques étrangers).

La connaissance des rôles institutionnels varie énormément selon le rôle concerné (tableau 1).

Tableau 1. Les Français et la connaissance de leurs élus

Connaissent le nom de leur...		
maire	92 %	(SOFRES, janvier 1983, échantillon national)
conseiller général	50 %	(SOFRES, février 1982, échantillon national)
député	44 %	(IFOP, 1976, échantillon population Val-de-Marne)

Alors que la quasi-totalité des Français connaissent le nom du maire de leur commune, une moitié ou moins d'une moitié connaissent leur représentant au Conseil général ou à l'Assemblée nationale. La connaissance des élus semble ainsi varier avec la distance existant entre le citoyen et le représentant. En effet, on connaît plus le maire de la commune que le conseiller général du canton, plus le conseiller général que le député de la circonscription[1]. Plus la communauté représentée est une société d'interconnaissance, plus le représentant politique est connu. Plus la circonscription représentée est vaste et son élu lointain, moins la connaissance de celui-ci est répandue. Cette distance qui nuit à la notoriété des détenteurs des rôles institutionnels peut cependant être partiellement abolie par les médias. En effet, les détenteurs de rôles institutionnels nationaux (présidents des Assemblées, ministres, président de la République), très présents dans la presse écrite et audiovisuelle que consomment les citoyens, ont une notoriété supérieure à celle des conseillers généraux et des députés pourtant relativement proches de leur base électorale.

La connaissance des rôles institutionnels varie aussi selon le type de population concernée.

On retrouve ici les facteurs sociaux de la politisation et de la compétence politique tels que Daniel Gaxie les avait dégagés : « La

1. Au sein des communes françaises, cet « effet de distance » est sensible : 97 % des habitants des petites communes de moins de 2 000 habitants connaissent leur maire ; en revanche, 90 % seulement des habitants des communes de plus de 100 000 habitants sont dans ce cas.

politisation résulte donc, en résumé, de deux grands facteurs : le niveau culturel, dépendant lui-même principalement de la durée de la scolarisation et secondairement du milieu social, d'une part, la position occupée dans la division sociale du travail, d'autre part » [1].

En d'autres termes, la connaissance politique est plus faible dans les couches sociales au faible capital culturel (ouvriers, petits commerçants et artisans, agriculteurs), chez les femmes et les jeunes.

Cependant, comme on peut s'en rendre compte à la lecture du tableau 2, dans certains cas la détermination sociale de la connaissance politique rencontre ses limites. En effet, lorsqu'il s'agit de la connaissance du maire, deux catégories socio-professionnelles au faible capital culturel – agriculteurs et petits commerçants et artisans – sont parmi celles qui ont le niveau le plus élevé de connaissance. Les sociétés d'interconnaissance que sont souvent les petites communes rurales favorisent la connaissance par les citoyens des élites politiques. Les agriculteurs, artisans et petits commerçants, particulièrement nombreux dans ces petites communes, ont ainsi un niveau élevé de connaissance des élus municipaux et cantonaux (tableau 3). Il y a donc un effet propre de l'interconnaissance sur la connaissance politique des élus.

Indépendamment de la petite taille de la communauté favorisant les relations d'interconnaissance, d'autres facteurs interviennent et limitent la classique détermination sociale de la connaissance politique. Ces facteurs autres que les facteurs traditionnels (niveau d'instruction, appartenance sociale, sexe, âge) sont la proximité professionnelle, la proximité idéologique, et la visibilité des détenteurs de rôles insti-

Tableau 2. Variables socio-démographiques et connaissance du maire

Connaissent le maire de leur commune (Total : 92)			
Sexe		*Catégories socio-professionnelles*	
Hommes	93	Agriculteurs	99
Femmes	*90*	Petits commerçants, artisans	95
Age		Cadres sup., prof. libérales	92
18 - 24 ans	*83*	Cadres moyens, employés	*88*
25 - 34	*85*	Ouvriers	*87*
35 - 49	94	Inactifs	96
50 - 64	95		
65 et +	98		

SOFRES, 1983.

1. Daniel Gaxie, *Le cens caché, op. cit.*, p. 161.

Tableau 3. Appartenance à une société d'interconnaissance et connaissance des élus locaux

*Connaissent leur maire**		*Connaissent leur conseiller général***	
Population totale	92	Population totale	50
Agriculteurs	99	Agriculteurs	77
Petits commerçants, artisans	95	Petits commerçants, artisans	59

* SOFRES, 1983. ** SOFRES, 1982.

Variables socio-démographiques et absence d'opinion (% des « sans opinion »)

	Defferre (total 31)	*Jobert* (total 47)	*Beregovoy* (total 50)	*Cheysson* (total 42)
Sexe				
Hommes	22	33	39	30
Femmes	*39*	*60*	*61*	*54*
Age				
18-24 ans	*42*	*61*	*63*	*54*
25-34	30	48	48	41
35-49	29	45	48	42
50-64	31	42	45	33
65 et +	25	43	51	46
Catégories socio-professionnelles				
Agriculteurs	*39*	*52*	*58*	*47*
Petits commerçants, artisans	*39*	*45*	*59*	*45*
Cadres sup., prof. libérales	16	40	43	22
Cadres moyens	28	44	42	38
Employés	*33*	*49*	*57*	*46*
Ouvriers	*37*	*52*	*52*	*49*
Inactifs	27	44	48	43

L. Harris-France - *Le Matin*, 1983.

tutionnels. Trois facteurs qui seront dégagés à partir d'une étude des « sans opinion » en réponse à la question du baromètre L. Harris-France-*Le Matin* concernant les ministres : *« Pour chacun de ces membres du gouvernement, pourriez-vous me dire si vous êtes plutôt satisfait ou plutôt mécontent de la manière dont il exerce ses fonctions ? »*. Tout comme pour les questions purement cognitives, on s'aperçoit que l'absence d'opinion obéit aux mêmes déterminations que l'ignorance politique (tableau 4).

Femmes et jeunes, ouvriers, employés, agriculteurs, petits commerçants et artisans sont beaucoup plus nombreux que les hommes, les

adultes, les cadres et les professions libérales à ne pas avoir d'opinion sur le personnel gouvernemental. Cependant, cette absence d'opinion, symptôme d'une méconnaissance politique, particulièrement élevée dans certaines catégories de la population, peut disparaître quand d'autres facteurs rentrent en jeu. Quels sont ces facteurs ?

– La proximité professionnelle ou de condition.

On connaît mieux les responsables politiques qui s'occupent de votre profession ou de votre condition (tableau 5).

Les paysans, les petits commerçants et artisans, les femmes et les jeunes sont quatre populations dont la culture politique cognitive est généralement faible. Ce n'est plus le cas quand on mesure leurs orientations cognitives par rapport aux ministres qui gèrent leurs intérêts. Alors que 59 % des petits commerçants et artisans (contre 50 % des Français) n'ont pas d'opinion sur M. Beregovoy en mars 1983, ils ne sont plus que 55 % à se réfugier dans les « sans opinion » à propos de leur ministre de tutelle M. Delelis (contre 74 % des Français).

– La proximité idéologique.

On connaît mieux ceux dont on se sent proche idéologiquement (tableau 6). Par exemple, parmi les électorats des quatre grandes forces politiques françaises, c'est l'électorat communiste qui se prononce le plus aisément sur les quatre ministres communistes du gouvernement Mauroy.

– La « visibilité » du personnel politique.

On connaît mieux les ministres qui développent une stratégie de « faire-valoir »[1]. Le « faire-valoir » législatif semble particulièrement

Tableau 5. Proximité professionnelle et connaissance politique (% de « sans opinion »)

	E. Cresson	*A. Delelis*	*Y. Roudy*	*E. Avice*
Total	43	74	52	56
Agriculteurs	27			
Petits commerçants, artisans		55		
Femmes			50	
Les « 18-25 ans »				55

L. Harris-France - *Le Matin*, mars 1983.

1. Avec G. Lagneau, « nous appelons faire-valoir n'importe quel procédé socialement utilisé pour valoriser un bien ... aux yeux de ceux à qui il est destiné », *La sociologie de la publicité*, Paris, PUF, 1977, p. 13.

Tableau 6. Proximité idéologique et connaissance politique
(% de « sans opinion »)

	C. Fiterman	*J. Ralite*	*A. Le Pors*	*M. Rigout*
Total	40	47	50	63
Sympathie partisane				
PC	26	30	44	46
PS	32	42	54	58
Opposition	34	39	55	63

L. Harris-France - *Le Matin*, mars 1983.

Tableau 7. Visibilité du personnel politique et connaissance politique
(% de « sans opinion »)

	J. Auroux	*J. Lang*	*R. Quillot*	*L. Mexandeau*	*A. Henry*	*J. Laurain*
Janvier 1982	64	54	67	63	64	75
Mars 1983	51	44	54	61	62	74
	− 13	− 10	− 13	− 2	− 2	− 1

L. Harris-France - *Le Matin*, janvier 1982, mars 1983.

efficace. En effet, les trois ministres qui ont connu la plus forte hausse de notoriété dans le baromètre L. Harris-France-*Le Matin*, de janvier 1982 à mars 1983, sont trois ministres qui ont attaché leur nom à une loi : J. Auroux, J. Lang, R. Quillot (tableau 7).

Ainsi, la visibilité des élites gouvernantes, la proximité idéologique et la proximité professionnelle sont des facteurs qui favorisent la connaissance politique et viennent limiter les effets de méconnaissance liés au faible niveau d'éducation lui-même lié à l'appartenance aux classes populaires (cf. analyse du *Cens caché*).

La connaissance du personnel politique, de la classe politique est faible même en période de campagne électorale.

En octobre 1965, avant que le général de Gaulle ait fait part de sa candidature aux élections, et celle de M. Mitterrand étant connue, la notoriété spontanée[1] des divers candidats réels ou supposés est

1. La notoriété spontanée est constituée par le pourcentage d'enquêtés qui peuvent citer de mémoire le nom de tel ou tel détenteur d'un rôle politique. La notoriété suggérée est établie à partir d'une liste de noms présentée à l'enquêté.

faible et toujours inférieure à 50 % : 48 % pour F. Mitterrand, 44 % pour C. de Gaulle, 43 % pour J.-L. Tixier-Vignancour, 13 % pour R. Marcilhacy, 3 % pour J. Lecanuet [1]. Quelques mois auparavant, en janvier 1965, 42 % des Français ne savent pas qui est G. Defferre [2]. Ainsi, au milieu des années soixante, au mieux un Français sur deux a une connaissance spontanée des candidats à l'élection présidentielle. Une dizaine d'années plus tard, la notoriété spontanée des membres de la classe politique ne semble pas s'être améliorée :

– Dans une enquête IFOP-*Le Point* (juin 1976) sur les cadres et les employés, on s'aperçoit que 33 % des employés ne savent pas qui est ministre de l'Intérieur, 81 % qui est secrétaire général de l'UDR, 57 % qui est secrétaire général de la CFDT et 42 % qui est secrétaire général de la CGT.

– Plus précisément, en février 1983, dans une étude L. Harris-France consacrée au 6e arrondissement de Lyon, la notoriété spontanée de R. Barre est de 58 %, celle de F. Collomb de 47 %. Leur notoriété suggérée atteint, en revanche, presque 100 % bien que 2 % d'habitants du 6e arrondissement de Lyon ne connaissent pas le maire de Lyon, tout comme 4 % des Parisiens ne savent pas citer le nom du maire de Paris (L. Harris-France-*Paris Hebdo,* février 1980).

Donc, si la connaissance spontanée des détenteurs des rôles politiques est faible, la connaissance suggérée est, en revanche, plus forte, du moins en ce qui concerne les « vedettes » de la vie politique. Il est plus aisé de reconnaître que de connaître. Si l'on étudie un sondage IFRES-*Paris-Match* (avril 1980) sur les ministres du gouvernement Barre, on s'aperçoit que la notoriété suggérée n'est supérieure à 90 % que pour R. Barre et A. Peyrefitte. En revanche, des ministres comme J.-P. Lecat, P. Méhaignerie, J. Barrot n'ont qu'une notoriété globale de 47 %, 40 % et 38 %.

Cette connaissance relativement faible au niveau des noms des détenteurs des rôles politiques, l'est également quand il s'agit de préciser l'étiquette politique ou la base du candidat ou de l'élu.

Les questions sur ce sujet sont très rares dans les sondages.

– Dans une enquête IFOP du 2 décembre 1965, consacrée à l'élection présidentielle du 5 décembre, 25 à 50 % des Français ne

1. Sondages IFOP.
2. *Ibid.*

savaient pas quels candidats étaient soutenus par les grandes formations politiques de l'époque : l'UNR, le PCF et la SFIO (tableau 8). A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, un à deux électeurs sur quatre ne connaissaient pas les candidats que soutenaient les trois principales forces politiques de l'époque. Une forte minorité de Français semble ainsi rencontrer des difficultés à situer les hommes politiques dans le système des forces politiques.

– Au niveau local, nous savons que les Français connaissent bien leur maire : 92 % peuvent citer le nom du maire de leur commune (SOFRES, janvier 1983). Ils ne sont plus que 81 % à pouvoir citer la tendance politique de celui-ci (89 % dans les communes de plus de 30 000 habitants où la question a vraiment un sens). Ainsi, une grande majorité de Français connaissent leurs maires et la tendance politique de ceux-ci. La connaissance du personnel politique et des forces politiques qui le soutiennent s'atténue cependant dès qu'on s'éloigne de la scène communale. Les conseillers généraux, les députés, les ministres de second rang, les secrétaires des partis et syndicats ne sont souvent connus que par une minorité de Français. Qu'en est-il de la connaissance des structures politiques (forces et institutions politiques) au travers desquelles la politique s'offre sous un jour plus dépersonnalisé et abstrait que dans le domaine des rôles politiques ?

Tableau 8. Connaissance des bases politiques des hommes politiques

Pour chacune des formations politiques suivantes, pouvez-vous me dire quel est le candidat à l'élection présidentielle qu'elle soutient?

	Le PCF	*L'UNR*	*La SFIO*
Mitterrand	*63 %*	—	*49 %*
De Gaulle	—	*74 %*	2 %
Autres	3 %	2 %	9 %
Sans opinion	38 %	24 %	40 %

LA CONNAISSANCE DES STRUCTURES POLITIQUES

Les questions relatives à la connaissance des structures politiques sont, là aussi, extrêmement rares. Cependant, quelques questions

sont posées de temps à autre sur la connaissance des forces politiques françaises et étrangères, des institutions (essentiellement les institutions européennes) et des mécanismes de désignation des assemblées élues.

Les Français semblent avoir une connaissance assez faible des forces politiques.

Cependant, cette faiblesse est accentuée par le fait que de telles questions sur la connaissance des forces politiques sont posées lors de la période de création de celles-ci. Par exemple, en avril 1966, seuls 47 % des Français savaient, du moins approximativement, ce qu'était la FGDS, et 41 % le Centre démocrate. Les catégories qui ont le plus de connaissances dans le domaine des forces politiques sont les mêmes que celles qui ont une bonne connaissance des détenteurs des rôles politiques : les hommes, les cadres et professions libérales et ceux qui ont un niveau élevé d'éducation (tableau 9).

Quel que soit l'objet politique concerné, les facteurs sociaux de la connaissance politique restent les mêmes. On retrouve, par exemple, la même structure lorsqu'on interroge les Français sur les forces politiques étrangères. Le niveau d'ignorance augmente certes,

Tableau 9. Les facteurs sociaux de la connaissance des forces politiques

	la FGDS	*le Centre démocrate*
Ensemble	47	41
Hommes	*62*	*53*
Femmes	34	30
Agriculteurs	40	39
Industriels, commerçants	42	*57*
Cadres supérieurs et professions libérales	*74*	*65*
Employés, cadres moyens	55	48
Ouvriers	41	31
Inactifs	51	44
Niveau d'instruction :		
primaire	38	31
primaire supérieur	56	48
technique et commercial	*62*	*58*
secondaire	*60*	*52*
supérieur	*79*	*71*

IFOP, 1966.

mais la structure sociale des « ignorants » et des « connaisseurs » reste la même (tableau 10).

La connaissance que les Français ont des institutions européennes est assez faible.

A un mois et demi des élections européennes de 1979, 65 % des Français ont lu ou entendu quelque chose au sujet du Parlement européen, 38 % seulement peuvent préciser qu'il s'agit de l'élection du Parlement européen, pourcentage inférieur de 34 points au taux de participation du 10 juin 1979 (cf. *Euro-baromètre*, 11, mai 1979). Connaissance politique et participation sont donc deux phénomènes bien distincts. Si la connaissance phénoménologique du champ politique favorise la participation, nombreux sont aussi les « ignorants » qui participent aux élections. Quant aux pays participant au Marché commun, si 77 % des Français savent que la RFA fait partie de la CEE, ils ne sont plus que 46 % et 33 % à savoir que le Danemark et l'Irlande en font partie (cf. SOFRES-*RTL*, janvier 1979). On ignore plus facilement l'appartenance à la CEE des pays périphériques et lointains. Là aussi et au plan du continent européen cette fois, la distance ne favorise pas la connaissance politique. Tout comme l'on connaît moins aisément le député que le maire, on connaît moins l'appartenance à la CEE du Danemark ou de l'Irlande que celle de l'Italie ou de l'Allemagne.

Tableau 10. Connaissance des forces politiques étrangères

Selon vous, quel est le parti politique italien le plus fort électoralement ?

	Démocratie chrétienne	*Autres partis et sans opinion*
Ensemble	27	73
Hommes	*36*	64
Femmes	18	82
Cadres, industriels, gros commerçants	*30*	70
Ouvriers	23	77

L. Harris-France - *L'Express*, février 1980.

Dans le domaine relativement technique des mécanismes de désignation des assemblées, seul un Français sur deux connaît le mode de désignation d'assemblées telles que le Conseil général ou l'Assemblée européenne (tableau 11).

Ainsi, lorsqu'on passe de la connaissance des hommes et des

Tableau 11. La connaissance des mécanismes de désignation des assemblées

Ils sont désignés par :	*tous les électeurs au suffrage universel direct*	*autres modes supposés de désignation et sans opinion*
Conseillers généraux*	43	57
Membres de l'Assemblée européenne**	54	46

* SOFRES, février 1979. ** SOFRES - *RTL*, janvier 1979.

institutions politiques à celle des mécanismes politiques et de la technologie politique, le niveau de connaissance des Français peut chuter jusqu'à atteindre, par exemple, en février 1983, le niveau de 26 % des Français sachant que le mode de scrutin pour les élections municipales de 1983 avait changé (IPSOS-*Libération,* février 1983).

LA CONNAISSANCE DES ÉVÉNEMENTS

Enfin, dans le domaine de la connaissance des événements politiques, les questions cognitives sont également rares dans la mesure où les instituts de sondages en postulent la connaissance. Plutôt que la mesure de la connaissance des événements bruts, ce sont les jugements et les sentiments des citoyens sur ces événements qui intéressent les instituts de sondages. Pour les spécialistes de l'étude de l'opinion publique, les événements politiques ne sont intéressants qu'en tant que révélateurs de systèmes de valeurs. On peut noter cependant que cette réticence à poser des questions cognitives sur l'actualité a tendance à s'atténuer lorsqu'il s'agit d'événements du passé. En ce qui concerne l'actualité, le niveau de connaissance politique varie bien sûr énormément selon le type de question. En pleine crise centrafricaine, très bien « couverte » par les médias, plus des deux tiers des Français savent que les événements graves qui se sont déroulés dans le pays sont des massacres d'enfants (L. Harris-France-*L'Express*, février 1979). Il n'y a plus que 37 % de Français qui, en mars 1982, sont au courant de la diffusion télévisée de l'émission américaine « Laissez la Pologne être la Pologne » (L. Harris-France, mars 1982). Enfin, 16 % seulement des Français sont capables d'attribuer, début avril 1981, le slogan « La

force tranquille » au candidat F. Mitterrand (IFOP-*Médias*, avril 1981). Quel que soit le niveau de connaissance, on retrouve, pour chacune de ces questions, la même structure de la connaissance politique : les « connaisseurs » sont plutôt des hommes, d'âge mûr et d'un milieu socio-professionnel aisé, les « ignorants » sont plus souvent des femmes, des jeunes, des ouvriers et des paysans (tableau 12).

Tableau 12. Variables socio-démographiques et connaissance d'événements politiques

On a parlé récemment de Bokassa I, empereur de Centre Afrique, à propos d'événements graves qui se sont déroulés dans son pays. Pourriez-vous me dire de quel type d'événement il s'agissait ?

	Massacre d'enfants	*Ne sait pas*	*Autres réponses*
Hommes	*71*	20	9
Femmes	66	*28*	6
18-24 ans	59	*29*	11
25-34	*71*	23	6
35-49	*74*	22	4
50-64	*72*	19	9
65 et +	61	*33*	6
Agriculteurs	53	*39*	8
Petits commerçants, artisans	63	27	10
Cadres sup., prof. libérales	*94*	3	3
Cadres moyens, employés	*79*	16	5
Ouvriers	62	*30*	8
Inactifs, retraités	64	29	7
Ensemble	69	24	7

L. Harris-France - *L'Express*, février 1979.

La structure classique de l'ignorance et de la connaissance peut, là aussi, être remise en cause lorsque le citoyen, par son expérience professionnelle ou idéologique, est familier de l'événement politique sur lequel on l'interroge. Par exemple, à une question relative à la région du monde où l'on souffre le plus de la faim (L. Harris-France-*Télérama*, septembre 1982), on s'aperçoit qu'après la catégorie cadres supérieurs-professions libérales, ayant traditionnellement un haut niveau de culture politique, c'est la catégorie agriculteurs-salariés agricoles qui donne le plus de réponses exactes. De par leur expérience professionnelle, les paysans connaissent, plus que d'autres catégories de Français, le problème des productions agricoles et de la malnutrition. La proximité professionnelle aide la connaissance

Tableau 13. Proximité professionnelle, proximité idéologique et connaissance d'événements politiques

A votre avis quelle est, parmi ces régions, celle où l'on souffre de la faim ?		
	Asie	*Autres*
Agriculteurs	*36*	64
Petits commerçants, artisans	26	74
Cadres sup., prof. libérales	43	57
Cadres moyens, employés	34	66
Ouvriers	32	68
Inactifs	25	75
A votre avis combien de personnes souffrent aujourd'hui de la faim dans le monde ?		
	Bonnes réponses	*Autres*
Personnes ayant participé pendant l'année à des associations d'aide au Tiers Monde	*35*	65
Personnes ayant souscrit	29	73
Aucune participation	28	72

L. Harris-France - *Télérama*, septembre 1982.

politique. Il en est de même pour la proximité idéologique (tableau 13).

On ne s'étonnera pas, par exemple, de découvrir, dans ce même sondage L. Harris-France-*Télérama*, que si 28 % seulement des Français savent combien de personnes souffrent aujourd'hui de la faim dans le monde, 35 % des participants à des associations s'occupant du Tiers Monde sont dans ce cas. Il y a là un phénomène de « connaissance sélective » : on connaît mieux ce ou ceux dont on est proche intellectuellement ou idéologiquement. Un phénomène équivalent de « connaissance sélective » peut être dégagé également dans le domaine de la connaissance politique du passé. Les individus qui ont vécu dans leur jeunesse certains événements politiques en ont une meilleure connaissance que les individus d'autres générations antérieures ou ultérieures. Il y a bien un « effet génération » sur le niveau de connaissance politique (tableau 14). Les Français qui savent que la France a déclaré la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, que Auschwitz, Buchenwald et Dachau sont des camps de concentration, que la bataille de France de mai-juin 1940 a coûté à peu près 100 000 hommes à la France, sont avant tout des hommes et des femmes qui avaient de 20 à 30 ans en 1939-1940. En 1980, 48 % des 50-64 ans (contre 27 % des 18-24 ans) savent que c'est la

France qui a déclaré la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 (SOFRES, mai 1980). En 1979, 76 % des 50 ans et plus savent qu'Auschwitz, Dachau et Buchenwald étaient des camps de concentration (contre 62 % des 18-29 ans) (SOFRES-*Antenne 2*, janvier 1979).

Cet effet génération joue également dans la connaissance des événements politiques plus récents comme la guerre d'Algérie. La tranche d'âge qui connaît le mieux en 1979 la date à laquelle la guerre d'Algérie s'est terminée est celle des 35-49 ans, c'est-à-dire la génération des 18-32 ans en 1962 (qui inclut la génération du contingent appelé en Algérie).

Au-delà de cet « effet génération » sensible dans toutes les réponses concernant des questions cognitives relatives au passé politique, on retrouve la structure classique de la connaissance politique,

Tableau 14. « Effet » génération et connaissance politique

	Vous savez que la France et l'Allemagne sont entrées en guerre le 3 sept. 1939. Qui, selon vous, de ces deux pays a déclaré la guerre à l'autre? ... la France	*La bataille de France de mai-juin 40 a duré une quarantaine de jours. Quel a été, selon vous, pendant cette période, le nombre de morts du côté français?* ... à peu près 100 000 morts
18-24 ans	27 %	17 %
25-34 ans	29	17
35-49 ans	30	16
50-64 ans	48	27
65 ans et plus	47	18
Ensemble	36	19

SOFRES, mai 1980.

	Quand on vous parle d'Auschwitz, de Buchenwald et de Dachau, qu'est-ce que ça évoque pour vous? ... camps de concentration		*Selon ce que vous en savez, en quelle année s'est terminée la guerre d'Algérie?* ... 1962
18-29 ans	62 %	18-29 ans	20 %
30-49 ans	74	30-34 ans	29
50 ans et plus	76	35-49 ans	35
		50-64 ans	26
		65 ans et plus	19
Ensemble	72		25

SOFRES, janvier 1979. L. Harris-France, octobre 1979.

apanage des hommes, des adultes, des catégories socio-professionnelles aisées et possédant un haut niveau d'éducation.

Cette structure spécifique de la connaissance n'est pas propre à l'objet politique. On la retrouve à propos d'objets tout à fait différents, par exemple la connaissance des vins [1], ou assez semblables comme les connaissances de culture générale [2].

Ainsi, la connaissance dont la connaissance politique n'est qu'une modalité est bien liée à un ensemble de conditions sociales. Comme l'écrit Daniel Gaxie : « La politisation différentielle des classes sociales se trouve... liée aux inégalités scolaires qui séparent les groupes sociaux » [3].

Cette analyse doit cependant être nuancée. En effet, l'analyse que nous avons faite des effets « génération », « proximité sociale », « proximité idéologique » et « appartenance à une société d'interconnaissance », montre bien que si la compétence politique (au sens de connaissance politique) est une compétence sociale, elle n'est pas que cela. La proximité entre citoyen et objet de connaissance politique dans les espaces géographique, socio-professionnel, idéologique et dans le temps, peut contrarier les effets de méconnaissance du politique dus à la position sociale (catégorie socio-professionnelle défavorisée et faible niveau d'instruction) et à la place dans la division sociale du travail (appartenance au sexe féminin et à la catégorie des jeunes). Au fond, la connaissance politique ne peut être seulement comprise à partir de ces conditions sociales de production. La connaissance politique est aussi réponse à un stimulus, à une question. En fonction de la distance géographique, sociale ou idéologique existant entre l'individu et l'objet politique à connaître, le niveau de connaissance politique peut varier sensiblement quelle que soit la place de l'individu dans la structure sociale. Cette étude

1. Dans un sondage SOFRES-*Cuisine et vins de France*, de février 1982, la connaissance des vins varie sensiblement selon le sexe et surtout l'appartenance socio-professionnelle. Les cadres supérieurs répondent de façon exacte à deux fois plus de questions que les ouvriers.

2. Dans une enquête de 31 questions cognitives posées à un échantillon d'élèves de terminale, les meilleures notes de culture générale établies à partir des réponses reviennent aux élèves de sexe masculin et aux enfants de catégories sociales aisées (sondage SOFRES-*Figaro magazine*, mai 1981).

3. Cf. *Le cens caché, op. cit.*, p. 160.

de la compétence politique cognitive des Français ne nous a pas seulement permis de reprendre et d'affiner le schéma d'explication des facteurs d'acquisition de la compétence politique. Elle a montré aussi combien les citoyens français étaient loin de répondre aux aspirations des pères fondateurs de la démocratie qui ont trop souvent lié étroitement haut niveau de connaissance politique et capacité d'expression démocratique. Contrairement à ce que laisse entendre le schéma implicite de *The civic culture*, la démocratie ne suppose pas forcément une masse de citoyens attentifs, conscients et compétents. Environ 50 % des citoyens français n'ont que très peu ou pas d'intérêt du tout pour la politique, moins de 50 % connaissent leur député ou la façon dont sont désignés les conseils généraux, 25 % seulement savent quand la guerre d'Algérie s'est terminée. Ce faible intérêt pour la politique et cette connaissance politique incertaine n'empêchent pas une participation électorale élevée, une forte implication dans l'acte électoral [1], un haut degré de satisfaction des citoyens vis-à-vis de leur information politique [2] et un souci civique affirmé [3]. Le sort et la vitalité de la démocratie ne sont que très indirectement liés à la culture politique cognitive.

RÉSUMÉ DE L'ARTICLE/*ABSTRACT*

LA DIMENSION COGNITIVE DE LA CULTURE POLITIQUE : LES FRANÇAIS ET LA CONNAISSANCE DU SYSTÈME POLITIQUE

PASCAL PERRINEAU

Dans les travaux de science politique, la dimension cognitive de la culture politique est le plus souvent ignorée. Or celle-ci est à la base des jugements et des sentiments politiques qui constituent les dimensions évaluative et affective de la culture politique. A partir de données de sondages d'opinion, il s'agit à la fois de dresser un premier bilan du niveau des connaissances politiques des Français et de dégager les facteurs de la connaissance et de la méconnaissance des objets politiques. La connaissance

1. Dans un sondage Indice-opinion de mars 1980, 72 % des Français affirment avoir le sentiment d'accomplir un acte important quand ils votent.
2. Seuls 10 à 14 % des Français considèrent que les journaux, la radio et la télévision ne consacrent pas assez de place à la vie politique (SOFRES, septembre 1976).
3. Selon un sondage SOFRES-*L'Expansion*, de décembre 1976, 87 % des Français considèrent qu'il est très ou assez important d'être un bon citoyen.

politique est bien liée à un ensemble de conditions sociales (niveau culturel, niveau social, position occupée dans la division du travail). Cependant, la connaissance politique ne peut être seulement comprise à partir de ses conditions sociales de production. En fonction de la distance temporelle, géographique, socio-professionnelle ou idéologique existant entre l'individu et l'objet politique à connaître, le niveau de connaissance politique peut varier sensiblement quelle que soit la place de l'individu dans la structure sociale.

THE COGNITIVE DIMENSION OF POLITICAL CULTURE : THE FRENCH AND THEIR KNOWLEDGE OF THE POLITICAL SYSTEM

PASCAL PERRINEAU

In political science, the cognitive element of political culture is most often ignored, even though it is at the basis of the judgments and political sentiments which contribute to the evaluative and affective dimensions of political culture. Starting with public opinion survey data, a tentative record of French political knowledge and an identification of the factors of knowledge and ignorance of political objects are presented. Political knowledge is indeed linked to a set of social conditions (cultural level, social level, position held in the division of labor). However, political knowledge cannot be understood only on the basis of the social conditions of its production. According to the distance between the individual and the political object, the level of political knowledge can vary substantially, regardless of the individual's place in the social structure.